Reproductions troublées

« Grandes écoles » et esprit du capitalisme par 415 ppm

Cyprien TASSET

VetAgro Sup ; UMR Territoires/Laboratoire de Changement Social et Politique (Université de Paris) ; Origens Medialab

Résumé : Une façon de comprendre l'Anthropocène consiste à y voir une discordance des temporalités entre la dégradation de la reproduction du vivant, et la reproduction coriace du système de production qui persiste à opérer cette dégradation, en attendant que les rétroactions de celles-ci le rattrapent. Au lieu d'absolutiser l'apparente absence d'échos de la crise du vivant sur la reproduction des fonctions sociales, on peut s'interroger sur les façons dont cette reproduction se trouble déjà, et pourrait se troubler davantage. L'enseignement supérieur est un des espaces qui se prêtent à une telle interrogation, et en particulier, en son sein, les « grandes écoles », vouées à la reproduction des fonctions d'encadrement. Ces écoles ont parmi leurs tâches celle de maintenir l'attractivité de celui-ci, ce qui leur rend difficile de rester totalement sourdes à des critiques qui jouent un rôle dans l'orientation des flux d'étudiants. C'est une fenêtre critique importante offerte par la conjoncture actuelle. Nous conclurons par quelques remarques sur les réponses pédagogiques à apporter à la montée d'un trouble « anthropocènique » dans les grandes écoles.

Mots-clés : Anthropocène, grandes écoles, capitalisme, reproduction, enseignement.

Un ressort puissant d'indignation écologiste est le sort apparemment opposé de deux processus de reproduction. D'une part, des constats vertigineux ont été établis depuis des décennies concernant l'amenuisement, à différentes échelles, des capacités de reproduction du vivant ; d'autre part, force est de constater la vigoureuse perpétuation des organisations effectuant cette destruction. Ces organisations (entreprises, Etats, mais aussi mafias…), peuvent compter sur le travail de reproduction par lequel les familles et d'autres institutions, notamment scolaires, assurent bon an mal an le remplissement des différentes fonctions par des individus socialisés pour les occuper correctement. Cette reproduction des structures sociales, et en particulier professionnelles, ne semble pas pâtir en proportion de la gravité des impacts sur le vivant du système de production qu'elle renouvelle.

En réalité, cette impression est inexacte. L'indignation face à la (trop ?) bonne marche de l'activité reproductive méconnaît les répercussions brutales du genre de capitalisme actuellement en vigueur sur la « reproduction sociale », comprise comme :

> « l'ensemble des processus politico-économiques, socio-culturels, et matériels-environnementaux [...] nécessaires à l'entretien de la vie de tous les jours et à la survie des cultures et des communautés humaines sur le plan quotidien et intergénérationnel » (Di Chiro, 2014 : 203).

Ces empêchements de reproduction, qu'ils soient directement dus à l'impact de produits toxiques sur la santé reproductive, ou qu'ils relèvent plus largement de la réduction des avenirs souhaitables pour soi et pour sa descendance dans des contextes socialement et environnementalement précarisés, touchent en particulier les populations pauvres, mais sans que des franges plus favorisées en soient totalement épargnées. Cette sélectivité seulement relative dessine des possibilités d'alliances écoféministes transclasses et/ou internationales qui, en faisant déborder le souci de la « liberté reproductive » de l'accès aux moyens de contraception vers un droit élargi à pouvoir « se reproduire » dans de bonnes conditions, constituent une voie importante de désenclavement de la cause écologique (Di Chiro, 2014 : 194).

L'incompréhension indignée face au peu d'écho de la crise du vivant sur la reproduction des fonctions sociales peut cependant garder une pertinence, pourvu qu'on la reporte sur des objets plus circonscrits, et qu'on la questionne. Cette impression peut être vive en France au sujet de l'enseignement supérieur, et en particulier des deux principaux réseaux de « grandes écoles » : celles de commerce et d'ingénieurs. Mais il faut aussi dépasser une indignation qui aurait tendance à absolutiser l'absence d'échos de la crise du vivant sur la reproduction des professions, pour s'interroger sur les façons dont cette reproduction se trouble déjà, et pourrait se troubler davantage.

La réflexion que nous mènerons ici à ce sujet consiste en un assemblage spéculatif entre des lectures, des rencontres, des éléments tirés de nos enquêtes en milieu effondriste, et notre propre expérience d'enseignant. Nous la mènerons en gardant à l'esprit l'éclairante idée écoféministe selon laquelle « toutes les questions environnementales sont des questions de reproduction » (Di Chiro, 2014 : 194).

1 Les écoles et la maintenance de l'attractivité des carrières de cadres

L'intérêt des écoles de commerce et d'ingénieurs pour s'interroger sur les interférences entre différentes crises de reproduction réside dans leur position dans la division du travail de reproduction. Elles sont en effet vouées avant tout à la formation des cadres du secteur privé. Organe de reproduction de l'encadrement des organisations économiques, ces écoles ont une influence importante, relativement à leurs effectifs (moins d'un dixième de l'enseignement supérieur). Leur éventuelle sensibilité à des critiques a donc une grande portée. Mais pourquoi seraient-elles sensibles aux critiques du capitalisme, et notamment à celles d'inspiration écologique ? Pour poser cette question, on peut partir des analyses de Luc Boltanski et Eve Chiapello.

Published in : Landivar, Diego (dir.), *Anthropocène et pratiques pédagogiques*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004239, doi : 10.17184/eac.9782813004239

Ces auteurs ont insisté sur le fait que le capitalisme, caractérisé par « une exigence d'accumulation illimitée du capital par des moyens formellement pacifiques » (Boltanski & Chiapello, 1999 : 37), n'est pas en soi un système spécialement attractif, et ne peut obtenir une participation zélée sans l'appui de justifications d'ordre moral, lesquelles ne peuvent s'en tenir au seul plan discursif, et doivent, pour être efficaces, trouver des appuis plausibles dans la vie économique de leur époque. Ces exigences de justifications sont cruciales en ce qui concerne les cadres,

> « dont l'adhésion au capitalisme est particulièrement indispensable à la marche des entreprises et à la formation du profit, mais dont le haut niveau d'engagement requis ne peut être obtenu par la pure contrainte et qui, moins soumis à la nécessité que ne le sont les ouvriers, peuvent opposer une résistance passive, ne s'engager qu'avec réticence, voire miner l'ordre capitaliste en le critiquant de l'intérieur » (Boltanski & Chiapello, 1999 : 51).

Le plein engagement des cadres au service des entreprises ne va pas de soi. En effet, ils sont, « par position, des cibles privilégiées de la critique – en particulier de la part de leurs subordonnés – et souvent aussi eux-mêmes disposés à lui prêter une oreille attentive » (Boltanski & Chiapello, 1999 : 52). Cela a par exemple été le cas dans les entreprises industrielles françaises, lors du pic de taylorisation des années 1970. Les directions de ces entreprises gardent un mauvais souvenir des « réticences de nombre de jeunes ingénieurs de grandes écoles, formés de façon plus permissive que ce n'était le cas pour les générations antérieures, à encadrer des OS assignés à des tâches très répétitives et soumis à une sévère discipline d'usine » (Boltanski & Chiapello, 1999 : 52).

Au-delà de la réticence,

> « [l]e risque existe également que les enfants de la bourgeoisie, qui constituent le vivier quasi naturel de recrutement des cadres, fassent défection, selon l'expression de A. Hirschman (1972), en se dirigeant vers des professions moins intégrées au jeu capitaliste (professions libérales, art et science, service public), ou même se retirent partiellement du marché du travail » (Boltanski & Chiapello, 1999 : 51),

comme ont tenté de le faire, par exemple, les adeptes de la « vie communautaire » dans les années 1970 (Rouvière, 2015). Ces défections peuvent prendre actuellement la forme de reconversions de diplômé.es vers des métiers artisanaux (Cassely, 2017). Il s'agit moins ici de rallier un ailleurs du capitalisme que de quitter sa déclinaison en grandes entreprises pour rejoindre une « économie de l'enrichissement » affranchie des régulations du salariat (Boltanski & Esquerre, 2017). Mais la défection des cadres peut aussi prendre des formes plus radicales, mêlant critique du coût psychologique du management contemporain et considérations écologiques[1]. Pour notre part, en enquêtant sur le public des théories de l'effondrement, nous avons recueilli des récits de

[1] Voir la thèse de sociologie de Anne de Rugy à l'Université de Nanterre : « Changer de vie. Une étude sur les bifurcations descendantes et la critique des formes de vie ».

Published in : Landivar, Diego (dir.), *Anthropocène et pratiques pédagogiques*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004239, doi : 10.17184/eac.9782813004239

ce que l'on pourrait appeler des défections effondristes de cadres supérieurs (Tasset, 2019), chez lesquels la rationalité gestionnaire optimiste se renverse en une axiomatique de la dévastation, qui peut les conduire à réviser leurs choix professionnels et de modes de vie.

Pour limiter ce risque de défection de ses experts techniques et managériaux, et maintenir leur engagement au travail, le capitalisme a besoin d'arguments, appuyés sur des réalités concrètes, qui répondent à plusieurs exigences et, à travers des contenus variables, constituent un cahier des charges récurrent de l'« esprit du capitalisme ». Il faut tout d'abord montrer que celui-ci offre des sources d'« excitation », des « possibilités d'autoréalisation » et des « espaces de liberté pour l'action » (Boltanski & Chiapello, 1999 : 53), de sorte qu'« une existence en harmonie avec les exigences de l'accumulation […] vaut la peine d'être vécue » (Boltanski & Chiapello, 1999 : 46). Les opportunités de réalisation de soi au service des entreprises ne suffisent pourtant pas à parer à toutes les critiques ; il faut aussi, sur un plan altruiste, des « justifications en termes de bien commun » (Boltanski & Chiapello, 1999 : 53), qui montrent que se conformer à la logique du profit sert un intérêt collectif. Enfin, un troisième ordre d'arguments rejoint la « reproduction sociale » de Di Chiro, à ceci près qu'il s'agit ici de celle d'un groupe favorisé :

> « [l]e capitalisme doit en effet pouvoir aussi inspirer aux cadres la confiance dans la possibilité de bénéficier du bien-être qu'il leur promet de façon durable pour eux-mêmes (de façon au moins aussi durable, sinon plus, que dans les situations sociales alternatives auxquelles ils ont renoncé), et d'assurer à leurs enfants l'accès à des positions leur permettant de conserver les mêmes privilèges » (Boltanski & Chiapello, 1999 : 53-54).

Les écoles qui assurent la formation des cadres sont en première ligne dans la maintenance de l'attractivité de l'encadrement ; et il leur importe de pouvoir transmettre un esprit du capitalisme qui tienne la route. En effet, le spectre de la défection les menace elles aussi. Leur attractivité ne va pas de soi ; elle ne se réduit pas à l'apparente évidence de leurs « débouchés » assurés (mais pas toujours désirés), et a fluctué au gré des stratégies de ces écoles et de la conjoncture (en particulier de la fragilisation des débouchés traditionnels des universités) (Blanchard, 2012). Les grandes écoles (de cadres) sont donc concernées par le besoin de renouveler, dans l'Anthropocène, la désirabilité relative des formes de vie vouées au développement (technique ou managérial) des entreprises. La détérioration des conditions de vie hors-encadrement (multiples brèches dans le salariat, durcissement de la subordination numérique, chômage, surexposition à des risques sanitaires…) peut faciliter cette tâche, mais est loin de suffire à en garantir le succès.

À un moment où les gisements d'« enthousiasme » managérial peinent à se renouveler, la mise en cause anthropocénique des arguments en termes de « bien commun », voire de « sécurité » (Boltanski & Chiapello, 1999 : 54), peut fragiliser l'esprit du capitalisme, ou le pousser au repli, managérialement moins efficace, vers les seules sources d'« excitation » et surtout vers les « motivations matérielles » (Boltanski & Chiapello, 1999 : 41). Mais à quoi pourrait bien ressembler un esprit du capitalisme

Published in : Landivar, Diego (dir.), *Anthropocène et pratiques pédagogiques*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004239, doi : 10.17184/eac.9782813004239

crédible, lorsque le taux de CO2 dans l'atmosphère dépasse les 415 parties par millions (Boutaud et Gondran, 2020 : 41 sq.) ?

2 Reproductions suspendues

Les formes actuelles du capitalisme font l'objet de critiques virulentes, qui en pointent l'insoutenabilité environnementale. Certaines de ces critiques, comme celles qui visent l'automatisation numérique, cherchent explicitement à amoindrir l'attrait des carrières qui développent ces technologies, et à fragiliser l'engagement des cadres qui y sont déjà en poste (Izoard, 2020). On peut se demander dans quelle mesure les tentatives de verdissement ou de « responsabili[sation] sociale » de la « marque employeur » y répondent. Surtout, ces remises en cause opèrent déjà d'une façon perturbatrice, en corrodant les processus de reproduction sur lesquels repose la perpétuation du « monde organisé » (Bonnet, Landivar et Monnin, 2021).

Cette corrosion implique surtout les jeunes générations[2], et peut porter sur la parentalité elle-même. La presse décrit depuis quelques années comme un phénomène de société l'apparition de justifications écologiques parmi les discours de jeunes adultes sans enfants, ou déclarant ne pas souhaiter en avoir. La précarisation de l'emploi et de la protection sociale a sans doute contribué à ce phénomène diffus, en éloignant des conditions pour « soutenir d'autres existences » une fraction, parfois très diplômée (surtout en Europe du Sud) de la jeunesse européenne (Zechner, 2019). Mais les raisons écologiques, entre l'empreinte carbone supposée d'un enfant et les incertitudes sur les conditions dans lesquelles il serait amené à vivre, rejoignent ce facteur de précarisation structurelle. Ainsi, sans pouvoir être très affirmatifs sur l'ampleur de ce phénomène, des sociologues ont interrogé aux États-Unis de jeunes adultes sensibilisés à l'écologie, et pour lesquels le changement climatique faisait partie des facteurs de leurs choix reproductifs (Schneider-Mayerson & Leong, 2020). Des « motifs politiques et écologiques » similaires apparaissent parmi les raisons données par de jeunes Françaises pour demander une stérilisation définitive, ce que les spécialistes qui commentent ces résultats rapportent au « contexte actuel de pessimisme de civilisation, de désespoir écologique et de "collapsologie" » (Branger, Dabouis, Berthiau, Durand, Barre, *et al.*, 2020). Les doutes sur l'opportunité de mettre des enfants au monde ne sont pas le fait exclusif d'une petite frange politisée. Ainsi, en réponse à une question sur l'avenir climatique dans lequel elle se projette, une cadre supérieure, qui porte pourtant dans son entreprise un projet volontariste d'économie circulaire, nous rapporte avoir dit à ses filles : « si vous ne faites pas d'enfants, je ne vous en voudrais pas ».

D'autre interruptions de la continuité du travail reproductif relèvent de mouvements de protestation organisés, et concernent le système de formation. Un cas central en est la grève étudiante ou grève scolaire pour le climat, initiée par la lycéenne suédoise Greta Thunberg, qui est devenue depuis 2018 une des incarnations les plus remarquables de la cause climatique. Le mode d'action choisi – une « grève » scolaire un jour par semaine – est un retrait partiel de la participation au processus de repro-

[2] En France, les 15-24 ans étaient en 2019 la tranche d'âge la plus portée à indiquer l'environnement comme l'une des trois questions les plus importantes aujourd'hui (Sondage *OpinionWay* pour l'ADEME, juillet 2019).

Published in : Landivar, Diego (dir.), *Anthropocène et pratiques pédagogiques*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004239, doi : 10.17184/eac.9782813004239

duction scolaire. Il est parvenu à mobiliser près de 200 000 manifestant.es le 15 mars 2019 en France et « 1,5 million de participant.es à travers le monde » (Haeringer, Delage et Grisoni, 2020 : 158). La démarche de G. Thunberg met en scène la vanité de la docilité scolaire face aux discontinuités écologiques dont la poursuite de la trajectoire de développement actuel porte la sinistre promesse ; on peut aussi y voir la critique d'une institution comprise comme destinée à reproduire les conditions de la destruction du vivant. Ainsi, le mouvement *Fridays for Future* pointe la contradiction entre le continuisme spontané du système éducatif, et les ruptures abruptes qui sont en jeu dans la question climatique, et peuvent vider de son sens le temps scolaire.

Bien qu'il n'investisse pas particulièrement le terrain scolaire, le mouvement d'origine britannique *Extinction Rebellion* dramatise lui aussi, d'une autre manière, le caractère problématique de la reproduction sociale à l'ombre de l'Anthropocène. D'une part, son titre même invoque l'extinction (c'est-à-dire la faillite intégrale de la reproduction) comme raison pour interrompre le cours ordinaire des choses ; d'autre part, son mode d'action central consiste à mettre en scène l'exposition de ses militants à la répression policière, et/ou judiciaire. S'exposer à ces traitements contraignants, sinon dangereux, est une inversion du soin que chacun prend normalement de sa personne au quotidien ; cela peut ici être compris comme un renoncement à cette reproduction personnelle et immédiate, au nom du soin inquiet porté à une reproduction plus globale. C'est aussi sans doute une façon de répondre aux contraintes spéciales que pose la question climatique à la grammaire de la dénonciation, notamment en raison de l'éloignement spatial et temporel de la majorité des souffrances qui sont en jeu (Boltanski, 1993). Quoi qu'il en soit, *Extinction Rebellion*, dont beaucoup de militants sont des jeunes, se rapproche lui aussi d'une mise en cause du cours ordonné de la reproduction.

Qu'il s'agisse du refus de procréer, des grèves scolaires pour le climat, ou de la spectacularisation, dans les interventions d'*Extinction Rebellion*, d'un renoncement à prendre soin de soi « à l'ombre des catastrophes » (Semal, 2019), les perturbations de la reproduction s'installent dans le répertoire des protestations contemporaines.

3 Un trouble anthropocénique dans les grandes écoles

Malgré l'interposition d'une culture festive entre les étudiants et les questions de fond (Desjours, 2019), les mises en cause écologistes du travail de reproduction trouvent un écho dans les grandes écoles.

En 2018, un « Manifeste étudiant pour un réveil écologique » a circulé, recueillant plus de 32 000 signatures d'étudiant.es. Les signataires se décrivent comme poussés « vers des postes souvent incompatibles avec le fruit de [leur]s réflexions » et « enfermés dans des perspectives d'avenir professionnel qui ne semblent souvent pas aller dans le sens de la résolution du problème ». Ils comptent sur « un changement radical de trajectoire », en termes de modèle de développement économique, pour leur offrir des « perspectives d'avenir [...] plus épanouissantes »[3], et déclarent conditionner leur disponibilité professionnelle à ces enjeux.

[3] Manifeste étudiant pour un réveil écologique.

Published in : Landivar, Diego (dir.), *Anthropocène et pratiques pédagogiques*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004239, doi : 10.17184/eac.9782813004239

Cet appel correspond à des crises de conscience dont les récits circulent. Par exemple, une ex-étudiante en école d'ingénieur nous a raconté qu'elle s'y était inscrite à une association étudiante en voie de « radicalisation collapso ». Une partie de la promotion réclamait des cours différents ; quelques un.es, ont abandonné leur diplôme (pour s'inscrire, dans le cas de mon interlocutrice, en master de sociologie), tandis que d'autres, sont parti.es vivre en communauté rurale sans offrir, au moins pour le moment, leurs services aux entreprises. Autre exemple : celui d'un jeune ingénieur lecteur de Jancivici qui, après avoir animé un jardin partagé en permaculture pendant quelques années en parallèle de son travail dans l'électroménager, a fini par démissionner pour devenir instituteur et maraîcher amateur à la campagne.

Dans un article sur « le blues des jeunes ingénieurs face au climat », *Le Monde* cite le discours de Clément Choisne, lors de sa remise de diplôme d'ingénieur à Centrale Nantes en novembre 2018 :

> « Comme bon nombre de mes camarades, alors que la situation climatique et les inégalités ne cessent de s'aggraver, que le GIEC pleure et que les êtres se meurent : je suis perdu, incapable de me reconnaître dans la promesse d'une vie de cadre supérieur, en rouage essentiel d'un système capitaliste de surconsommation ».

L'article sollicite le commentaire de la sociologue Cécile Van de Velde, pour qui, « chez cette jeunesse bien informée, bien formée et qui a des ressources, il y a un refus de transmission du système » (Miller, 2019). Même si la portée générale de ce refus ne va pas de soi, la circulation d'anecdotes sur le désarroi de jeunes diplômé.es face aux perspectives d'avenir qui leur sont offertes participe d'un accroissement de la pression critique sur les organisations concernées. Elles peuvent aussi prendre une forme collective, comme l'association Ingénieur.es Engagé.es, ou comme cette fronde dans un cursus d'urbanisme, où des étudiant.es appellent à destituer la grande notion régulatrice des rapports capitalisme/environnement depuis les années 1990, celle de développement durable, et à « faire évoluer la maquette pédagogique » pour y intégrer la « rupture énergétique à venir et les enjeux […] liés à la fin inéluctable de la croissance » (Attié, 2019).

Ainsi, forts des connaissances qu'ils ont acquises sur les réalités environnementales, ces étudiant.es en récusent le rabattement étriqué sur la consommation responsable, qui reste une des principales façons dont l'écologie a infusé au sein du système scolaire (Silberzahn, 2021).

4 Des régimes de savoirs pour le temps des catastrophes

La montée d'une critique anthropocénique interne au système scolaire, et notamment aux filières élitistes de l'enseignement supérieur, peut ouvrir une fenêtre pour des transformations de ces formations, qui se sentiraient menacées de désertion par une partie des effectifs sur lesquels elles comptent. Plusieurs propositions existent à ce sujet.

Published in : Landivar, Diego (dir.), *Anthropocène et pratiques pédagogiques*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004239, doi : 10.17184/eac.9782813004239

Le Shift, *think tank* présidé par le consultant Jean-Marc Jancovici, note (et attise) la montée de l'intérêt pour les questions environnementales parmi les étudiant.es, et propose d'y répondre en généralisant un socle de cours sur les enjeux énergétiques et climatiques dans l'enseignement supérieur (*Shift project*, 2019). Des formations émergent à cet effet, comme celles du Campus de la Transition, ou le *Master of Science Strategy & Design for Anthropocene*, qui forme les étudiant.es à la « redirection écologique » (Monnin, Landivar, Bonnet, 2021). Au sein même du système de formation, on pourrait décliner celle-ci en une redirection écologique des savoirs, attentive à leurs conditions de production, de transmission et d'effectivité. Ces expérimentations sont (ou seraient) précieuses, mais enseigner dans l'Anthropocène pose aussi un problème sur le plan de la relation pédagogique et des perspectives qui lui donnent sens. À la place de l'idée de progrès, qui aura constitué au 20e siècle l'horizon de leurs formations, quelles perspectives engageantes, pertinentes à l'échelle temporelle de leur vie, se présentent aux étudiant.es des grandes écoles aujourd'hui ? Que se passe-t-il en classe lorsque les glorieuses asymptotes du progrès sont supplantées par celles de l'aggravation des dégradations planétaires ?

Le professeur de sciences de gestion britannique Jem Bendell, qui porte depuis 2018 la proposition d'une « adaptation profonde » en réponse au franchissement, qu'il estime avéré, de seuils d'irréversibilité et d'accélération du dérèglement climatique, témoigne d'expériences pédagogiques plutôt heureuses sur la base de ce constat :

> « Dans mon travail avec des étudiants avancés, j'ai constaté que les inviter à considérer l'effondrement comme inévitable, la catastrophe comme probable et l'extinction comme possible, ne les a pas conduit à l'apathie ou à la dépression. Au contraire, dans un environnement favorable, […] quelque chose de positif se produit. Je les ai vu se détacher de la conformation au *statu quo* et rassembler une curiosité et une créativité nouvelles pour aller de l'avant » (Bendell, 2018).

L'« environnement favorable » de Bendell repose sur la convivialité, mais aussi sur une écospiritualité peu acclimatable dans la culture scolaire française. Et par ailleurs, il concède que le « désarroi » suscité par l'immersion dans les données des sciences de l'environnement perdure face aux difficultés à « trouver une voie d'avenir dans une société où de telles perspectives sont peu communes » (Bendell, 2018). Il n'est peut être ni possible ni souhaitable d'extraire complètement les étudiant.es des fonctions auxquels on les destine traditionnellement.

Dans une perspective plus pluraliste, et moins affirmative quant à la suprématie de la catastrophe planétaire parmi les voies d'avenir possibles, on peut s'inspirer des « quatre régimes d'énonciation visant à fixer les futurs » distingués par Francis Chateauraynaud et Josquin Debaz (2019), dont les frictions tendent à structurer les débats (en classe et ailleurs) suscités par l'émergence de projets pédagogiques anthropocénisés. La mécanique de l'effondrement est bien aujourd'hui l'un de ces grands modes de projection dans l'avenir, et c'est maintenant en partie par opposition à elle que les autres se cristallisent. Mais l'engagement de beaucoup d'étudiant.es dans leurs études est lié à une autre « logique discursive », attisée par la futurologie d'entreprise : celle de

Published in : Landivar, Diego (dir.), *Anthropocène et pratiques pédagogiques*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004239, doi : 10.17184/eac.9782813004239

la « rupture technologique radicale », dans laquelle l'intelligence artificielle voisine avec la conquête spatiale, voire avec le transhumanisme. Des sauts technologiques sont ici supposés transcender les conséquences problématiques des précédentes vagues d'innovation. À côté de ces deux perspectives de rupture, figure un régime de « régulation », ou d'adaptation en bon ordre, porté par les agences en charge de la gestion des risques et des crises. Les écoles équipent déjà leurs étudiant.es en vue de la participation à ce régime d'expertise, qui est à la fois celui du maintien du système existant, et des compromis et amendements qu'il peut concéder pour naviguer entre des contraintes multiples – chocs systémiques compris.

Enfin, F. Chateauraynaud et J. Debaz identifient un régime de micro-mondes contre-anthropocéniques, ou d'alternatives expérimentales, tirant parti d'espaces interstitiels ou de failles organisationnelles pour préfigurer des avenirs souhaitables. C'est souvent ce régime qui constitue le point de vue implicite depuis lequel les trois autres sont analysés par les sciences sociales (Chateauraynaud et Debaz, 2019 : 131). La tentation peut exister, parmi les enseignants, d'assimiler l'enseignement de l'Anthropocène à l'inculcation privilégiée de ce régime alternatif, en contrepoids à la percée techno-prométhéenne et à la régulation qui restent dominants dans les maquettes des formations. Enseigner ce régime de préfigurations d'alternatives revient à ouvrir une fenêtre aux désertions à l'encontre des deux régimes de maîtrise, sans verser dans la déprise radicale d'un effondrement. Mais cela comporte aussi le risque, pour l'enseignant.e, de faire défection par rapport à la situation pédagogique elle-même (former des managers ou des ingénieur.es), en renonçant à investir ce qui en constitue la spécificité : l'autorité sur les systèmes organisationnels et techniques. Plutôt que d(e s)'en détourner, on peut chercher à réorienter cette autorité. Dès lors, tout en ouvrant l'imaginaire des étudiant.es aux expériences contre-anthropocéniques, on cherchera moins à ériger celles-ci en un mode privilégié de projection dans le futur, qu'à enseigner à s'engager dans et à se détacher de chacun de ces régimes, tout en prêtant attention à leurs chevauchements et interférences. Il s'agirait ainsi de les rendre capables de participer d'une façon soigneuse aux diplomaties entre ces régimes au cours des décennies qui viennent.

On ne chercherait donc pas à enseigner à se projeter dans un régime de savoirs et de pratiques anthropocéniques unifiées, mais à composer, dans un monde en train de se défaire, entre des acteurs, des systèmes et des logiques profondément hétérogènes. Les problèmes auxquels les sciences de la Terre nous avertissent de nous attendre pour les prochaines décennies (Boutaud et Gondran, 2020) ont de quoi déconcerter les postures classiques de gestionnaires, d'experts ou de *problem-solvers*. La capacité à décentrer une compétence technique pour l'engager dans une enquête collective et dans une négociation sur ce qu'il faut faire, peut alors devenir essentielle. Il s'agirait d'un devenir-« praticien[ne.s] » au sens de la philosophe des sciences Isabelle Stengers, réfléchissant aux agencements de savoirs « au temps des catastrophes » (Stengers, 2009). Or, ce décentrement pourrait atténuer l'opposition entre les postures professionnelles cultivées en grandes écoles, et la « reproduction sociale » au sens écoféministe.

Bref : le trouble anthropocénique qui point au sein des grandes écoles y est l'écho d'une crise de reproduction plus large, et découle de contradictions que le capitalisme peine

Published in : Landivar, Diego (dir.), *Anthropocène et pratiques pédagogiques*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004239, doi : 10.17184/eac.9782813004239

à résorber en un « esprit » crédible. Cette crise peut élargir les marges de manœuvre en matière pédagogique, en contrepartie des renoncements auxquels elle enjoint.

Bibliographie

Attié, David (2019) « Transition écologique : quand les étudiants s'impatientent », Blog Demain la Ville, hébergé par *Usbek & Rica*, le 15 janvier.

Bendell, Jem (2018) « *Deep Adaptation : A Map for Navigating Climate Tragedy* », *IFLAS Occasional Paper*.

Blanchard, Marianne (2012) *Socio-histoire d'une entreprise éducative : le développement des Écoles supérieures de commerce en France (fin du XIX^e siècle-2010)*, Thèse de sociologie, EHESS.

Boltanski, Luc (1993) *La Souffrance à Distance*, Paris, Métailié.

Boltanski, Luc ; Chiapello, Eve (1999) *Le nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

Boltanski, Luc ; Esquerre, Arnaud (2017) *Enrichissement. Une critique de la marchandise*, Paris, Gallimard.

Bonnet, Emmanuel ; Landivar, Diego ; Monnin, Alexandre (2021) *Héritage et fermeture. Une écologie du démantèlement*, Paris, Divergences.

Boutaud, Aurélien ; Gondran, Natacha (2020) *Les Limites planétaires*, Paris, La Découverte.

Branger, Bernard ; Dabouis, Bernard, *et al.* (2020) « Démarche éthique dans les demandes de contraception définitive de femmes majeures de moins de 35 ans sans handicaps et sans problèmes médicaux majeurs ». Prépublication, halshs-02892009.

Cassely, Jean-Laurent (2017) *La Révolte des premiers de la classe*, Paris, Arkhê.

Chateauraynaud, Francis ; Debaz, Josquin (2019) « Agir avant et après la fin du monde, dans l'infinité des milieux en interaction », *Multitudes*, n° 76, p. 126-132.

Desjours, Roxane (2019) « Grandes écoles : ce que nous apprend la formation de la classe dirigeante », *Mouvements*, vol. 4, n° 100, p. 152-161.

De Rugy, Anne : « Changer de vie. Une étude sur les bifurcations descendantes et la critique des formes de vie », thèse de sociologie, Université de Paris Nanterre, 2021

Di Chiro, Giovanna (2014) « Ramener l'écologie à la maison », *in* Hache, émilie (dir), *De l'Univers clos au monde infini*, Dehors, p. 191-220.

Haeringer, Nicolas ; Delage, Pauline ; Grisoni, Anahita (2020) « Un mouvement mondial de la jeunesse : les grèves du climat », *Mouvements*, vol. 103, n° 3, p. 156-163.

Izoard, Célia (2020) *Merci de changer de métier. Lettres aux humains qui robotisent le monde*, Montreuil-sous-Bois, la Dernière Lettre.

Miller, Marine (2019) « "Une perte de sens totale" : le blues des jeunes ingénieurs face au climat », *Le Monde*, le 17 avril.

Monnin, Alexandre ; Landivar, Diego ; Bonnet, Emmanuel (2021) « Qu'est-ce que la redirection écologique ? », in *Horizons Publics*, « Hors-série : Engager la redirection écologique dans les organisations et les territoires », p. 2-6.

Rouvière, Catherine (2015) *Retourner à la terre. L'utopie néo-rurale en Ardèche depuis les années 1960*, Presses Universitaires de Rennes.

Schneider-Mayerson, Matthew ; Leong, Kit Ling (2020) « *Eco-reproductive concerns in the age of climate change* », *Climatic Change*, n° 163, p. 1007–1023.

Semal, Luc (2019) *Face à l'effondrement. Militer à l'ombre des catastrophes*, Paris, PUF.

Silberzahn, Léna (2021) « Enseigner au temps des catastrophes. Pour une éducation par l'environnement contre le développement durable », *Z : Revue itinerante d'enquete et de critique sociale*, n° 14, p. 158-167.

Shift project (2019) *Mobiliser l'enseignement supérieur pour le climat*.

Stengers, Isabelle (2009) *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*, Paris, La Découverte.

Published in : Landivar, Diego (dir.), *Anthropocène et pratiques pédagogiques*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004239, doi : 10.17184/eac.9782813004239

Tasset, Cyprien (2019) « Les “effondrés anonymes” ? S’associer autour d’un constat de dépassement des limites planétaires », *La pensée écologique*, vol. 1, n° 3, p. 53-62.

Zechner, Manuela (2019) « Re-situer la précarité en temps de crise. Interdépendance et déplacements en espace(s) urbain(s) », *Émulations*, n° 28, p. 119-136.

Published in : Landivar, Diego (dir.), *Anthropocène et pratiques pédagogiques*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004239, doi : 10.17184/eac.9782813004239